

FERMETURE DE CATERPILLAR GOSSELIES ?

**LUTTONS POUR LE
MAINTIEN DE L'EMPLOI !**

**RIPOSTONS CONTRE LA CATASTROPHE PAR
LE COMBAT POUR LA NATIONALISATION
SOUS LE CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS**

Contrairement à ce qu'avait promis la direction de Caterpillar, la lourde restructuration annoncée au site de Gosselies en 2013 n'a pas garanti l'avenir du site. Les travailleurs avaient notamment accepté plus de flexibilité et une moins bonne paie tandis que 1331 personnes s'étaient retrouvées licenciées en 2014. Aujourd'hui, c'est de la fermeture pure et simple du site dont il est question. 2200 travailleurs sont menacés et, avec les emplois indirects, on parle de 8000 personnes. Et tout ceci à Charleroi, une ville et une région déjà profondément marquées par les fermetures d'entreprises et le marasme économique.

Caterpillar ne paie en Belgique que 3% d'impôts depuis 10 ans au lieu du taux officiel de 34%. L'entreprise a utilisé ses filiales (notamment en Suisse) pour réduire ses comptes en Belgique et ensuite demander de l'aide à l'Etat belge. Elle a bénéficié de millions d'euros de cadeaux fiscaux et de subventions publiques. En 2015, elle a réalisé plus de 2 milliards de bénéfices. Ses actionnaires ont reçu 1,6 milliard de dividendes. Pour quel résultat ?

Cela fait des années que les partis traditionnels, toutes tendances confondues, justifient cette politique de cadeaux aux entreprises sous le prétexte de l'emploi. Nous voyons une fois de plus avec dégoût ce qu'il en est réellement. La seule chose que les multinationales respectent, c'est la doctrine du «prends l'oseille et tire-toi».

Au déclenchement de la crise économique, de nombreuses banques ont été sauvées et reprises en mains par les pouvoirs publics (et leurs dettes reportées sur le dos de la collectivité) car considérées comme «systémique». Pour la population à Charleroi, Caterpillar, c'est une entreprise «systémique». Toute la communauté se retrouvera affaiblie par cette décision.

Nous pouvons bien imaginer que, sous les conditions actuelles, des travailleurs pourraient être saisis par le fatalisme et s'en remettre à un futur plan social avec l'idée de partir avec la prime en vendant sa peau le plus chèrement possible. Mais n'oublions pas que, depuis 2013, l'ONEM considère les primes de départ comme des revenus et refuse donc de payer des allocations de chômage ! Quant au gouvernement, il peut bien refuser d'aller récupérer les 700 millions d'euros d'impôts impayés par des multinationales grâce au mécanisme de l'Execc Profit Ruling considéré comme injuste et illégal par la Commission européenne, il ne refusera pas

de taxer les indemnités de départ ! Ces dernières peuvent de plus être plus lourdement taxées depuis le 1er janvier de cette année, des réductions d'impôt régionales ne sont plus prises en compte en conséquence de la 6e Réforme d'Etat.

CONSTRUIRE UNE RELATION DE FORCE

Il suffit de marcher dans la région de Charleroi pour se rendre compte des manquements énormes dans la société et du potentiel que représentent les nombreux outils abandonnés par le patronat qui ne les juge plus assez rentables. Nationalisons ces outils pour assurer des milliers d'emplois et que la main-d'oeuvre qualifiée de l'usine Gosselies puisse produire les engins, les moteurs, et autres ensembles mécano-soudés dont nous avons besoin !

Les travailleurs pourraient occuper le site de Caterpillar et en faire le centre névralgique de leur lutte pour le maintien de chaque emploi par la nationalisation de l'entreprise sous le contrôle des travailleurs. Des assemblées générales régulières représentent une excellente opportunité de discuter collectivement d'un plan d'action sérieux et offensif, en liaison avec la lutte globale contre l'austérité et l'agression patronale.

En 2013, un sondage de La Libre/RTBF avait dévoilé que 43% de la population belge était favorable à la "nationalisation/régionalisation pour prolonger l'activité" (36% en Flandre, 52% à Bruxelles et 53% en Wallonie). De tels chiffres illustrent le potentiel que pourrait avoir une campagne nationale massive pour la nationalisation des entreprises qui procèdent à des licenciements collectifs. Depuis lors, la colère n'a fait que monter contre l'agressivité patronale et la politique qui fait payer la crise aux travailleurs et à la jeunesse. Nous ne doutons pas que cette nouvelle annonce de fermeture soulève une nouvelle montagne d'indignation à Charleroi et ailleurs.

Il faut, ces prochains jours, organiser une manifestation des travailleurs de Caterpillar à Charleroi qui permettrait aux travailleurs de la région de participer et de se montrer solidaires tout en mettant les autorités face à leurs responsabilités. A partir de là les travailleurs de Caterpillar pourraient aller rendre visite aux autres entreprises dans la perspective de la grande manifestation syndicale nationale du 29 septembre prochain. Comme le demandent les délégués de la CGSP ALR (Administration Locales et Régionales) Bruxelles dans leur motion de solidarité, les travailleurs de Caterpillar devraient se trouver en tête de cortège le 29 septembre afin d'exprimer la complète solidarité de chaque travailleur du pays.



Rejoignez le

Parti Socialiste de Lutte - 02/345.61.81

Suivez notre site pour des rapports, des analyses et des propositions pour la lutte :

WWW.SOCIALISME.BE // FACEBOOK.COM/SOCIALISME.BE